

Interactions et délibérations entre citoyens, élus et experts techniques dans la question urbaine à Jérusalem-Est

À Jérusalem, depuis l'annexion de la partie orientale de la ville par l'Etat d'Israël en 1967, la population palestinienne ne dispose pas de représentation politique¹. Le domaine de l'aménagement urbain, comme l'ensemble des politiques publiques, se trouve sous le contrôle exclusif des autorités israéliennes. Toutefois, pour pallier le manque de représentants politiques et de responsables techniques autonomes, les habitants palestiniens ont créé des organisations collectives ou ont mobilisé des instances issues de la société civile, afin de défendre leur « droit à la ville », selon la formule d'Henri Lefebvre (LEFEBVRE, 1968). Ces structures revêtent plusieurs formes, des associations d'habitants dirigées par des professionnels de l'urbain ou par des partis politiques, aux organisations non gouvernementales locales ou étrangères, en passant par les comités de quartier sous supervision israélienne.

Nos recherches de terrain menées durant notre thèse de doctorat ont pris la forme d'une observation participante, méthode qui nous a permis d'assister aux réunions de ces divers types d'instances (SALENSON, 2008, 2007). Nous proposons ici de rendre compte des interactions à l'oeuvre dans les séquences délibératives entre citoyens palestiniens, élus israéliens et experts techniques des deux camps.

Nous présenterons tout d'abord la variété des savoirs mobilisés par les citoyens qui participent à ces temps de rencontre (références aux pratiques locales en matière d'utilisation du sol, à la réglementation urbanistique, au droit international, connaissances techniques en ingénierie urbaine etc.) et la gamme des registres évoqués (registre de la loi, de l'équité, du respect des traditions, ...). Nous nous intéresserons également aux tactiques mises en oeuvre (sollicitation orale ou écrites, pratiques discursives employées, manifestations physiques) et aux ressources exploitées (mobilisations médiatique, politique, diplomatique, etc.) (CEFAI, LAFAYE, 2001 ; SNOW, 2001). Nous noterons la fréquence du recours à l'expertise et la contre-expertise comme outil de légitimation des revendications, qui a également été observé dans d'autres contextes (DEBOULET, BERRY-CHIKHAOUI, 2000; EL KADI, SIDI BOUMEDINE, SIGNOLES, 1999; MOUCHARD, 2005; SIMEANT, 2002).

Nous tenterons d'évaluer ensuite dans quelle mesure la mobilisation de ces savoirs et de ces ressources permet aux citoyens palestiniens d'influencer le processus décisionnel, par l'intermédiaire des lieux de concertation. Durant les séquences délibératives, les habitants palestiniens arrivent-ils à convaincre les pouvoirs publics israéliens ? Comment circule l'information entre les différents participants ?

Enfin, nous nous demanderons quelle est l'attitude des autorités israéliennes vis-à-vis de la mobilisation croissante des citoyens palestiniens et vis-à-vis de la professionnalisation partielle des discours. Les procédures de concertation demeurent-elles de l'ordre du simulacre, ou bien les autorités prennent-elles en considération les compétences et les savoirs citadins palestiniens ? Peuvent-elles trouver un intérêt à donner la parole aux habitants et à l'écouter ?

¹ Le maintien de ce *statu quo* a été confirmé par la signature des accords d'Oslo en 1993 : dans ces accords, le gouvernement israélien a exigé qu'aucune représentation de l'Autorité palestinienne ne soit présente à Jérusalem jusqu'à la signature d'un traité réglant la question de la souveraineté territoriale dans la Ville sainte.

Références bibliographiques

- ARNSTEIN S. R., « A Ladder of Citizen Participation », *Journal of American Institute of Planners* n°35, juillet 1969, pp. 216-224.
- BACQUÉ M.-H., REY H., SINTOMER Y. (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative, une perspective comparative*, Paris, Ed. La Découverte, coll. recherches, 2005, 314 p.
- BEN NÉFISSA S., ABD AL-FATTAH, HANAFI S., MILANI C. (dir.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Paris et Le Caire, CEDEJ-Khartala, 2004.
- CEFAÏ D., « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes » in Cefai Daniel (dir.), *Les formes de l'action collective*, Paris, 2001, pp. 51-98.
- CEFAÏ D., LAFAYE C., « Lieux et moments d'une mobilisation collective », in CEFAÏ D. (dir.), *Les formes de l'action collective*, Paris, 2001, pp. 195-228.
- DAVIDOFF P., « Advocacy and Pluralism in Planning », in CAMPBELL S., FAINSTEIN S. (eds.), *Readings in Planning Theory*, Malden, Oxford, Blackwell Publishers, [1996], rééd. 1999, pp. 277-296.
- DEBOULET A., BERRY-CHIKHAOUI I. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Tunis, Paris, Tours, IRMC, Karthala, URBAMA, 2000.
- « Gouverner les villes du sud, défis pour la recherche et pour l'action », *Actes du Colloque international du PRUD*, Paris, Unesco, 5-7 mai 2004.
- FENSTER, *The Global City and the Holy City: Narratives on Knowledge, Planning and Diversity*, London, Pearson, 2004.
- FENSTER T., YACOBI H., « Urban Planning and Local Knowledge in Globalizing Tel Aviv-Jaffa », *Planning Theory and Practice*, vol. 6, n°2, Routledge, juin 2005.
- LEFEBVRE H. *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.
- MOUCHARD Daniel, « Contre-expertise : hypothèses à propos d'une forme spécifique de mobilisation », intervention lors du 8e congrès de l'AFSP, table ronde n°1, septembre 2005.
- MULLER, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, coll. Que-Sais Je ?, 2003.
- SALENSON I., « Entre résistance et négociation, la contribution des Palestiniens de Jérusalem au processus d'aménagement », in LEGROS O. (dir.), *Participations citoyennes et action publique, Dakar, Rabat, Cotonou, Tunis, Jérusalem, Sanaa*, Paris, ADELS-Yves Michel, 2008.
- SALENSON I., *Aménager la ville imaginée. Politiques et stratégies urbaines à Jérusalem*, thèse de doctorat de Géographie, option urbanisme et aménagement ; sous la direction de M. Pierre Merlin, Université de Paris 1- Panthéon Sorbonne, décembre 2007.
- SALENSON I., « Recherche ou militantisme : un doctorat dans un contexte de guerre » in « Jeune Recherche, la vitalité d'un laboratoire », *Strates* n°11, Paris, 2004.
- SIGNOLES P., EL KADI G., SIDI BOUMEDINE R. (dir.), *L'urbain dans le monde arabe, Politiques, instruments et acteurs*, IREMAM - CNRS Editions, Paris, 1999.
- SIMÉANT J., « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in HAMMAN P., MEON J.-M., VERRIER B. (dir.), *Discours savants, discours militants*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- SNOW D., « Analyse des cadres et mouvements sociaux », in CEFAÏ D. (dir.), *Les formes de l'action collective*, Paris, 2001, pp. 27-50.